



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 NÎMES CEDEX 02

Nîmes, le 12/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PRORoch

Chemin du Roc Plan
30210 Vers-Pont-du-Gard

Références :

Code AIOT : 0006600822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement PRORoch implanté Chemin du Roc Plan 30210 Vers-Pont-du-Gard.

Visite réalisée dans le cadre du PPC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRORoch
- Chemin du Roc Plan 30210 Vers-Pont-du-Gard
- Code AIOT : 0006600822 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Carrière de roche massive avec extraction de blocs de calcaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan pluriannuel de contrôle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

La carrière est propre, l'exploitant est conscient des enjeux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans de l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.6.1	
2	Bornage nivellement	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.8.2	
3	Eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.7 & 3	
4	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 4.1 & 4.2 & 8.1	
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 6.2.3	
6	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.7 & 6.1.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques ajustements mineurs sont à réaliser, mise en place d'un kit d'absorption dans la chargeuse et rajout de la bande des 50 mètres sur le plan.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative - Plan
Prescription contrôlée : Article 1.6.1 Dossier de l'installation L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de demande d'autorisation initial, - les plans tenus à jour, - les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation, - les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum, - les rapports des visites et audits, - les consignes prévues dans le présent arrêté. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan à jour en date du 12/02/2024. La bande des 50 mètres prévue par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 n'y apparaît pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait rajouter par le géomètre sur les prochains plans la bande des 50 mètres prévue par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 .
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Bornage nivellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.8.2
Thème(s) : Situation administrative - Nivellement
Prescription contrôlée : Repère de nivellement et de bornage Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : - des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le périmètre d'extraction, - des bornes de nivellement. Ce bornage doit être réalisé dans les deux mois qui suivent l'obtention du présent arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une borne "repère" n°32 à droite à l'entrée de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.7 & 3

Thème(s) : Autre - Eau

Prescription contrôlée :

Article 1.7 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés.

Article 3.2 Gestion des eaux pluviales et points de rejets

Les eaux pluviales et de nettoyage sont stockées en fond de carreau et sont évacuées par infiltration ou pompage si besoin.

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations

classées.

Article 3.3 Conception et gestion des réseaux Article 3.3.1 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 3.3.2 Dispositions contre les pollutions accidentelles

Aucun entretien des engins n'est réalisé sur le site.

Le ravitaillement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles. L'exploitant détient un registre du personnel formé sur l'utilisation des kits d'interventions.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.


Constats :

L'inspection a constaté qu'il n'y avait aucun prélèvement d'eau sur l'installation hormis la bache de 30 m3 dédiée à la lutte contre les incendies, L'exploitant déclare que l'extraction des blocs se fait "à sec" par haveuse. L'inspection a constaté la présence de bassins, sur le carreau ouest qui n'est pas exploité, avec le développement de faune et de flore en cours. Sur le carreau est, suite à la présence d'environ 40 cm d'eau à la cote NGF 72, l'exploitant déclare pomper cette eau et l'évacuer vers le carreau ouest lorsqu'il extrait des matériaux.

Tous les produits stockés dans le shelter technique situé à l'entrée de la carrière sont sur des bacs de rétention, les fiches de sécurité sont présentes, la cuve de GNR est de type "double peau". L'aire étanche pour l'avitaillement des engins est en cours de finalisation (pose d'une toiture qui évitera que l'eau de pluie alimente l'aire étanche). Le regard de collecte donne sur un bac de rétention qui selon l'exploitant sera vidé régulièrement vers une filière de recyclage.

L'eau potable pour la consommation du personnel est assuré par des bouteilles.

L'exploitant déclare que lors des campagnes d'extraction des toilettes de type "chantier" seront mises en place.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 4.1 & 4.2 & 8.1-

Thème(s) : Situation administrative - Défrichement

Prescription contrôlée :

Article 4.1.1 Terrains dont le défrichement est autorisé

Est autorisé le défrichement de 01ha 88a 68ca de bois situés sur la commune de Vers-Pont-du-Gard et dont les références cadastrales sont les suivantes, dans les conditions prévues aux articles suivants du présent arrêté :

Commune	Parcelle	Section	Surface cadastrale (ha)	Surface autorisé de défrichement (ha)
Vers-Pont-du-Gard	0186	OA	0.4210	0.1058
Vers-Pont-du-Gard	0964	OA	0.9420	0.0570
Vers-Pont-du-Gard	0965	OA	0.4620	0.0901
Vers-Pont-du-Gard	0967	OA	0.1990	0.1741
Vers-Pont-du-Gard	0970	OA	3.4850	0.7831
Vers-Pont-du-Gard	1738	OA	0.1477	0.1109
Vers-Pont-du-Gard	1775	OA	1.4730	0.0035
Vers-Pont-du-Gard	1797	OA	0.2008	0.1927
Vers-Pont-du-Gard	2425	OA	2.0666	0.3696

Article 4.1.2 Période

Les travaux de décapage des sols et de défrichement doivent être réalisés uniquement entre le 1er septembre et le 31 octobre. Ils sont interdits en dehors de cette période. Les résidus du défrichement et du débroussaillage doivent être rapidement évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux vers des filières dûment autorisées.

Article 8.1 Phasage de l'exploitation

L'installation est exploitée selon le plan de phasage joint en annexe 3 du présent arrêté.

Les phases d'exploitation quinquennales sont les suivantes :

Phase	Exploitation
1	Pas de défrichement Pas de décapage Extraction concentrée sur le carreau Est existant Cote minimale de 70 m NGF au niveau du triangle le plus à l'Est

2.	<p>Pas de défrichement</p> <p>Pas de décapage</p> <p>Extraction concentrée sur le carreau Est existant</p> <p>Cote minimale de 66 m NGF au niveau du triangle le plus à l'Est. La cote minimale est atteinte localement</p> <p>Quelques opérations de remise en état de la parcelle Est existant</p>
3	<p>Défrichement sur la portion Nord-Est du périmètre d'extraction</p> <p>Décapage à la suite du défrichement sur une profondeur allant de 0,5 m à 1 m</p> <p>Extraction concentrée sur le carreau Est existant pour ramener l'ensemble de la surface à la cote 66 m NGF</p> <p>Extraction sur la zone Nord jusqu'à la cote 80 m NGF</p> <p>Quelques opérations de remise en état de la parcelle Est existant</p>
4	<p>Pas de défrichement</p> <p>Pas de décapage</p> <p>Extraction concentrée sur la portion Nord jusqu'à la cote 68 m NGF</p> <p>Travaux de remise en état sur la totalité du carreau Est avec un premier aménagement en marches d'escaliers situé sur l'angle Nord-est.</p>
5	<p>Défrichement et décapage</p> <p>Extraction à partir du carreau Ouest existant puis sur extraction sur deux portions à une cote de 72 m NGF pour l'une et 75 m NGF pour l'autre</p> <p>Finalisation de la remise en état du carreau Est.</p>
6	<p>Défrichement et décapage</p> <p>Extraction sur la portion à la cote de 75 m NGF jusqu'à la cote 72 m NGF puis au sud une extraction jusqu'à la cote 72 m NGF</p> <p>Travaux de réaménagement avec un maintien et un entretien des trous d'eau en limite de carreau qui servent de bassins favorables à de nombreuses espèces</p> <p>Travaux de remise en état avec réalisation d'un aménagement en marches d'escaliers situé sur l'angle Nord-ouest</p>

Constats :


L'inspection a constaté que conformément au plan de phasage (phase 1) l'extraction est concentrée sur le carreau est existant. Il n'y a pas de défrichement ni de décapage effectué. La cote minimale de 70 m NGF est respectée (72 m NGF). La parcelle actuellement exploitée est la OA 2425.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 6.2.3
Thème(s) : Situation administrative - Formation
Prescription contrôlée : Article 6.2.3 Formation du personnel Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'inspection a constaté que les extincteurs présents dans le shelter technique ont été contrôlés en juillet 2024. Les consignes de sécurité sont affichées sur un panneau en contreplaqué qui sera installé dans le shelter "vie" pendant les campagnes d'exploitations.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 1.7 & 6.1.2

Thème(s) : Risques accidentels - Produits dangereux

Prescription contrôlée :

Article 1.7 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 6.1.2 État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les Fiches de Données de Sécurité (FDS).

L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un kit d'absorption dans le shelter technique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un kit d'absorption dans la chargeuse utilisée pour manipuler les blocs.

Respect de la prescription : ☒

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :